

Rwanda : disparitions mystérieuses au sein de l'opposition

Deutsche Welle, 05.08.2019 Au Rwanda, la disparition et la mort des membres de l'opposition inquiète. Le parti de l'opposante Victoire Ingabire a vu au moins quatre de ses membres disparus ou tués ces dernières années. Le 15 juillet dernier, alors qu'il se rend à une réunion de son parti dans le nord-est du pays, Anselme Mutuyimana disparaît. Il ne donne plus signe de vie.

Sa formation politique, le FDU-Inkingi, s'inquiète alors de cette disparition jugée "mystérieuse". Dans un communiqué, le parti appelle les autorités rwandaises à prendre les mesures nécessaires pour le retrouver. Mais depuis, rien. Une situation qui inquiète le FDU-Inkingi car avant cette disparition, le parti en a enregistré d'autres. Le premier vice-président du parti Boniface Twagirimana est officiellement porté disparu depuis le 8 octobre 2018. Au moins deux membres ont même été retrouvés morts. Victoire Ingabire, la présidente du FDU-Inkingi, accuse directement le sommet de l'Etat. "Je crois que le gouvernement est responsable de ces disparitions parce qu'il a le devoir de protéger tous les Rwandais. S'ils ne peuvent pas le faire, c'est qu'ils sont responsables des disparitions et autres meurtres. Vous savez, les services de sécurité du Rwanda sont très bons. Personne ne peut disparaître sans qu'on n'en sache quelque chose. Ils ont des informations, mais ils nous les cachent", martèle-t-elle. Climat de peur L'opposante Victoire Ingabire a passé 8 ans en prison pour "minimisation du génocide", avant de bénéficier d'une libération anticipée en septembre l'année dernière. Aujourd'hui ces disparitions provoquent un climat de peur grave selon l'activiste rwandais William John Ntwali : "Quand on demande aux gens, ils disent qu'ils préfèrent ne pas parler. Ils disent : 'si tu veux survivre, mieux vaut se taire parce que quand tu parles, tu peux aller en prison, disparaître ou mourir'. Ce n'est pas que les gens ont rien à dire qu'ils se taisent, c'est parce qu'ils cherchent à éviter des problèmes", indique-t-il. Amnesty International appelle le gouvernement rwandais à ouvrir une enquête pour élucider ces disparitions. Car si le Rwanda est salué pour ses prouesses économiques, il est en revanche pointé du doigt par les associations concernant la liberté d'expression. Le pays est classé 128e sur 167 de l'index de démocratie 2018, établi par le magazine britannique The Economist.